



## **Intervention de Jean-Marc CLERY - FSU**

Il faut saluer tout d'abord la qualité de l'avis proposé qui permet d'avoir d'une manière aussi synthétique que possible une analyse de la démarche *Breizh COP* et du point auquel celle-ci est parvenue. L'avis permet également de saisir en creux les manques voire les insuffisances de la démarche en cours.

La FSU se bornera ici simplement à deux courtes observations. Premièrement, le CESER a bien raison de demander qu'on n'estompe pas trop vite les points de tension et les contradictions qui ont émergé dans les débats sur les objectifs. La FSU était déjà intervenue l'année dernière sur ce point pour souligner qu'en dehors des mouvements contradictoires propres aux processus de transitions eux-mêmes, il y a aussi la réalité des acteurs porteurs d'intérêts différents et parfois tout à fait opposés. Pour la FSU il s'agit moins de « *tensions à dépasser* » que d'options différentes qui ont à s'exprimer politiquement et entre lesquelles il y a à choisir.

La seconde réflexion concerne la difficulté à intéresser les citoyen.nes, spécialement la jeunesse, aux enjeux régionaux.

On peut entendre le désappointement de la Région face à une participation jugée trop modeste au regard des moyens qu'elle a mobilisés. Mais pourquoi en conclure que « *quels que soient les outils mis en œuvre* », les personnes dans leur majorité ne s'en emparent pas ?

Au risque d'être un peu brutal, on fera observer que lorsque les gens ne s'emparent pas de quelque chose, qu'il s'agisse d'un bien ou d'un service, d'un dispositif ou encore d'une organisation, c'est le plus souvent que ce qui leur est proposé ne leur convient pas. Constat qui s'avère d'autant plus vrai (et certes d'autant plus cruel) lorsqu'on constate que les mêmes investissent autre chose, autrement, et à côté.

Cette observation renvoie aux constats que la FSU a fait lors du colloque qu'elle a organisé en octobre dernier sur le thème de la jeunesse avec différents chercheur.euses et des mouvements de jeunesse.

Si les jeunes se détournent des dispositifs ou des espaces d'expression qu'on leur dédie c'est souvent que ces derniers n'ont pas été faits *pour eux et par eux*. Sur ce point - là encore en toute modestie et sans esprit de polémique - la FSU demande s'il n'aurait pas été possible de faire davantage de place aux organisations de jeunesse en amont de la phase d'élaboration de la démarche.

Peut-être qu'alors parmi les 38 grands objectifs on en aurait aujourd'hui quelques uns, ou disons au moins un, s'adressant plus spécifiquement à la jeunesse ?

On peut entendre qu'il ne serait pas pertinent de segmenter la démarche par « publics » ; cela n'empêche pas de faire émerger des priorités spécifiques : il y a bien un objectif n°38 pour garantir l'égalité entre les femmes et les hommes, et il y a bien eu en 2011 une *Charte régionale de la Jeunesse* déclinant les différentes politiques régionales engagées.

Quoi qu'il en soit, à ce stade de la démarche, on ne peut que souscrire à la recommandation du CESER de s'adresser le plus largement possible à la jeunesse dans sa diversité (lycéen.nes, apprenti.es, jeunes travailleurs, jeunes au chômage, etc.) pour participer aux discussions sur la traduction concrète de ces grands objectifs.